

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 22/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LA PROVENCE

248 Avenue Roger SALENGRO
13015 Marseille

Références : D-2024-1504
Code AIOT : 0006404236

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2024 dans l'établissement LA PROVENCE implanté 248, Avenue Roger SALENGRO 13015 Marseille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de la programmation pluriannuelle de contrôle des sites ICPE.

Le référentiel utilisé est l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 35-2009 A du 09/12/2009.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LA PROVENCE
- 248, Avenue Roger SALENGRO 13015 Marseille
- Code AIOT : 0006404236
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LA PROVENCE exploite une imprimerie sur le territoire de la commune de Marseille. Les installations sont soumises à

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Moyens de lutte contre l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant informe en séance que ses activités vont cesser au plus tard le 30/09/2025.

Dans ce cadre, il est prévu que la COGEDIM, repreneur des lieux, assurera la dépollution du site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	entretien et surveillance des réseaux humides	Arrêté Préfectoral du 09/12/2009, article 4.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 09/12/2009, article 7.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	entretien et conduite des installations de traitement des eaux	Arrêté Préfectoral du 09/12/2009, article 4.3.4	Sans objet
3	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 09/12/2009, article 7.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas réalisé les contrôles réglementaires périodiques des moyens de lutte contre l'incendie. Il doit fournir un élément justifiant les actions correctives engagées.

Les autres prescriptions contrôlées sont respectées : les interventions réalisées sur les dispositifs de prévention des pollutions accidentelles sont documentées.

Il est cependant attendu que l'exploitant transmette rapidement le dernier rapport de vérification de l'étanchéité de la cuve de collecte des eaux usées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : entretien et surveillance des réseaux humides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2009, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
Prescription contrôlée :

<p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, il a été constaté la présence d'alarme de détection de fuite des réseaux d'effluents et de la cuve enterrée de collecte des eaux de process. Ces dispositifs ont été testés en présence de l'inspection.</p> <p>Les eaux de process étant stockées dans la cuve avant élimination comme déchets, l'exploitant a présenté les éléments justifiant le dernier passage de son prestataire, en juin 2024. Il a précisé en séance qu'un dispositif de recyclage des eaux de process a permis de diminuer considérablement sa consommation en eau ainsi que la fréquence de passage du prestataire pour enlèvement des eaux usées.</p> <p>Il a également été constaté que les canalisations de transport de substances dangereuses sont aériennes.</p> <p>L'exploitant n'a cependant pas été en mesure de présenter un élément justifiant la vérification périodique de l'étanchéité de la cuve.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>- transmettre un élément justifiant le contrôle d'étanchéité de la cuve</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : entretien et conduite des installations de traitement des eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2009, article 4.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.</p> <p>Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.</p>
<p>Constats :</p>

La programmation des entretiens et vérifications réglementaires se fait hebdomadairement par le service maintenance.

Le dispositif de recyclage d'eau de mouillage fait l'objet de planning d'entretien et les interventions sont enregistrées dans un tableau dédié.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2009, article 7.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des risques

Prescription contrôlée :

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a présenté les différents tableaux de consignes utilisés pour chaque vérification quotidienne des différents dispositifs de prévention des pollutions accidentelles : vidange du débourbeur-séparateur hydrocarbure pour les eaux pluviales, cuve enterrée de stockage des rejets d'eaux de process pour élimination des boues par filière spécialisée.

L'inspection a constaté que le registre dédié au suivi des incidents de fonctionnement du dispositif de collecte des eaux est renseigné conformément à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2009, article 7.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie

Prescription contrôlée :

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

[...] Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection a constaté que les moyens de lutte contre l'incendie contrôlés par sondage dans les ateliers, notamment les extincteurs n° 14, 16, 17 et 18, ainsi que le robinet d'incendie armé (RIA) présent dans le même atelier, n'ont pas fait l'objet de vérification réglementaire depuis plus de 1 an.

L'exploitant n'a pas présenté le registre consignant les travaux de maintenance et contrôle

correspondant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Au vu des risques existants sur le site du fait des activités, l'inspection propose de mettre l'exploitant en demeure de programmer les vérifications réglementaires des moyens de lutte contre l'incendie. Pour ce faire, il doit justifier la programmation de ces contrôles en fournissant, sous 7 jours, les éléments justifiant la commande ferme des prestations correspondantes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours